



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHELEMY

Laval, le 24 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNE SAS

6 rue Pierre et Marie Curie
49460 Montreuil-Juigné

Références : 2023-512_CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNE SAS_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006301295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNE SAS implanté 6 rue Pierre et Marie Curie 49460 Montreuil-Juigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit notamment dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNE SAS
- 6 rue Pierre et Marie Curie 49460 Montreuil-Juigné
- Code AIOT : 0006301295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNÉ est spécialisée dans la fabrication et la

transformation de produits en alliage à base d'aluminium.

Le site est doté d'une activité de fonderie d'aluminium, d'activités de transformation des blocs d'aluminium produits sur le site en barres et profils (ateliers « barres » et « profils », dans lesquels les opérations de « filage » sont réalisées sur des presses à transmission hydraulique), et d'une activité de tréfilerie indépendante de la fonderie (matières premières provenant de l'extérieur).

Le site est implanté depuis 1929. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 avril 2003 complété et modifié par différents arrêtés, dont en dernier lieu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution atmosphériques
- Modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines
- Prévention de la pollution des milieux aquatiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 7.2.5 Alinéa I et II	/	Sans objet
3	Autosurveillance sur les eaux issues de procédés	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 7.2.4 a	/	Sans objet
4	Programme de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.10 Alinéa 1	/	Sans objet
6	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets	AP Complémentaire du 16/12/2020, article 7.2.2	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III Alinéa I	/	Sans objet
13	Eaux pluviales - valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-2e alinéa	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2.2 Alinéa II	/	Sans objet
5	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
8	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
14	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 181-46-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des écarts aux prescriptions vérifiées. Ces écarts devront faire l'objet d'actions correctives pérennes pour garantir un retour à la conformité réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2.2 Alinéa II
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Des points d'aspirations sont installés au niveau des installations de maintien et de la poche de traitement ALPUR notamment afin de capter les poussières à la source et sont reliés à un dispositif de dépoussiérage à compter du 01/10/2021. Les poussières sont récupérées et évacuées vers les filières de traitement dûment autorisées.
Constats : Par courriel du 06/10/2023, l'exploitant a transmis une présentation de l'étude technique associée au traitement des rejets atmosphériques du four de maintien et de la poche. Deux technologies de traitement étaient envisagées, l'une par voie humide, l'autre par voie sèche. Le traitement par voie sèche a été retenu (introduction de chaux pour neutraliser le chlore, passage par un réacteur à tambour puis par un filtre à manche). Le dispositif de traitement a été mis en service fin 2021. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni à l'inspection l'offre technique du prestataire retenu (AIRLIS Industries) pour l'installation du dispositif de traitement des rejets. Le filtre à

manche est équipé de 220 manches filtrantes. Lors de la visite des installations, l'inspection des installations classées a constaté la présence de systèmes d'aspiration au-dessus du four de maintien et de la poche de traitement ALPUR. Ces conduits d'aspiration sont bien raccordés à l'installation de traitement mise en service fin 2021.

Un Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSD) relatif à la gestion des poussières issues du filtre à manche a été présenté à l'inspection des installations classées (BSD-20230810-704ZMCHNB). Ces déchets sont éliminés au sein d'une Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD). Le BSD est correctement complété.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 7.2.5 Alinéa I et II

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance tel que défini au titre 5 du présent arrêté sur les ouvrages référencés dans le rapport de base établi en application de la directive IED. Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, la surveillance est effectuée semestriellement (en période de basses eaux et hautes eaux) au droit du site et hors site.

Constats :

Par courriel du 06/10/2023, l'exploitant a transmis les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines suivants :

- Rapport SEREA – Première campagne semestrielle 2023 – Rapport SER23102/1C23-1 – Juin 2023
- Rapport SEREA – Deuxième campagne semestrielle 2023 – Rapport SER23102/2C23-1 – Octobre 2023

Le suivi réalisé par la société SEREA porte sur les ouvrages suivants : PZ1, PZ3, PZ5, P4, P5 et P11. Les paramètres recherchés au droit de ces ouvrages sont bien ceux listés à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020. La fréquence de surveillance semestrielle est bien respectée pour ces ouvrages.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué à l'inspection les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines suivants :

- Rapport ANTEA – Campagne de mars 2022 – Rapport n°A116795/A – 22/06/2022
- Rapport ANTEA – Campagne de septembre 2022 – Rapport n°A121061/A – 04/01/2023

Le suivi réalisé par la société ANTEA porte sur les ouvrages suivants : PZ4, PZ12bis, PZ6, PZ7 et les 7 puits extérieurs. Les paramètres recherchés au droit de ces ouvrages (COHV) sont bien ceux listés à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020. La fréquence de surveillance semestrielle est bien respectée pour ces ouvrages. A noter que le rapport du 22/06/2022 fait état d'une absence de prélèvement au droit des puits privés Dubrey, Demas, Meunier et Porcher et de l'ouvrage PZ7 compte tenu de l'absence des propriétaires le jour de l'intervention. Ce constat se renouvelle pour les prélèvements de la campagne de basses eaux de 2022. Le contrôle de la qualité des eaux souterraines doit être effectué sur l'ensemble des ouvrages mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures organisationnelles afin de s'assurer de l'accès aux ouvrages quelle que soit la période de l'année. Enfin, l'exploitant déclare que les deux campagnes de surveillance de l'année ont bien été réalisées. Dès réception, les résultats devront être renseignés sous l'application GIDAF.

Au jour de la visite d'inspection, il a été constaté que les résultats de surveillance de la qualité des

eaux souterraines ne sont pas enregistrés sous l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance sur les eaux issues de procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 7.2.4 a

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Paramètres :

- ph, débit : surveillance en continu
- Aluminium, cuivre zinc : surveillance hebdomadaire
- Mes, DCO, Fluor : surveillance mensuelle
- Chrome : surveillance trimestrielle
- Nonylphénols, azote, nitrite : surveillance annuelle

Constats :

Les effluents faisant l'objet d'une surveillance au titre de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020 correspondent aux eaux usées traitées issues de la station de traitement physico-chimique du site. Les effluents bruts en entrée de la station d'épuration correspondent aux eaux de rinçage de la ligne de traitement de surface et aux bains usés de traitement. La station de traitement fonctionne par bâchée.

L'établissement dispose d'un réservoir tampon de 50 m³ de collecte des effluents bruts en amont de la station de traitement. Compte tenu de la réduction de l'activité de Tréfilerie, le fonctionnement de la station de traitement est réduit et celle-ci est mise en service lorsque le remplissage total du réservoir tampon est proche.

L'exploitant déclare mettre en œuvre le programme d'auto-surveillance suivant :

- Mes, DCO, Fluor : Analyse mensuelle réalisée en interne
- Aluminium, cuivre, zinc : Analyse hebdomadaire réalisée en interne
- Chrome : Analyse trimestrielle réalisée par un prestataire externe (IRH)
- Nonylphénols, azote, nitrite : Analyse annuelle réalisée par un prestataire externe (IRH)

Les deux derniers rapports de contrôle de la qualité des eaux usées rédigés par le prestataire IRH ont été communiqués à l'inspection des installations classées :

- Rapport IRH - Bilan trimestriel n°1 de l'année 2023 – Rapport PDL220760-23-82-R0 - 15/03/2023
- Rapport IRH - Bilan trimestriel n°2 de l'année 2023 – Rapport PDL220760-23-252-R0 – 16/06/2023

L'examen de la déclaration GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) du mois de juillet 2023 met en évidence les écarts suivants :

- les paramètres Aluminium, Cuivre et Zinc n'ont fait l'objet que d'une seule mesure alors que l'arrêté préfectoral complémentaire impose une surveillance hebdomadaire. A justifier ou à corriger
- les paramètres MES, DCO, Fluor n'ont pas fait l'objet d'une surveillance alors que l'arrêté préfectoral complémentaire impose une surveillance mensuelle. A justifier ou à corriger

Le rapport IRH du 16/06/2023 sus-mentionné fait état des dépassements suivants :

- Azote global : une concentration mesurée de 458 mg/l pour une limite fixée à 30 mg/l
- Aluminium : : une concentration mesurée de 8,15 mg/l pour une limite fixée à 5 mg/l

Ces dépassements sont à justifier et des remèdes pérennes doivent être mis en place pour éviter tout nouveau dépassement. Par ailleurs, ces résultats sont issus d'un prélèvement daté du

23/05/2023. Or, ces résultats n'ont pas été renseignés au sein de l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Programme de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.10 Alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 6 mois, les résultats des analyses complémentaires réalisées accompagnés de ses propositions d'ajouts éventuels en matière de surveillance des rejets aqueux pour chacun des points de rejets (paramètres et fréquence de surveillance).
Constats : L'exploitant a été destinataire d'un courrier le 06/09/2018 l'informant de l'évolution de la réglementation relative à la surveillance des substances dangereuses dans l'eau. Dans ce courrier, il a été demandé de se positionner, au regard des caractéristiques de l'activité, des données disponibles (analyse et/ou bibliographique), sur les nouvelles substances à surveiller ainsi que sur la fréquence d'autosurveillance à mettre en place. Un tableau était joint à ce courrier. L'examen de la fréquence d'autosurveillance doit notamment s'effectuer en fonction du flux spécifique de pollution. A ce jour, aucun élément n'a été communiqué à l'inspection. Une copie du courrier du 06/09/2018 ainsi que ses annexes ont été renvoyés à l'exploitant par courriel du 13/10/2023. Le positionnement argumenté relatif à l'actualisation du programme d'autosurveillance est attendu sous un délai de trois mois. Pour son positionnement, l'exploitant pourra s'appuyer sur le guide de mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau (Avril 2018 - DGPR).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'à l'exception des installations recensées à l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020, aucune autre installation nécessite un dispositif de captation. Lors de la visite des installations (atelier Fonderie), il n'a pas été constaté la présence d'installations émettant des poussières, gaz polluants ou odeurs nécessitant une captation à la source.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les émissaires du site susceptibles d'être à l'origine d'émissions atmosphériques sont recensés au sein du dossier de réexamen déposé en 2017. Les émissaires renseignés au sein de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020 ont été complétés avec l'ajout de la nouvelle cheminée associée au système de traitement des rejets issus du four de maintien et de la poche. Les deux cheminées issues de la ligne de traitement de surface ne sont pas raccordables entre elles dans la mesure où les effluents aspirés sont susceptibles de générer une réaction exothermique (base/soude). La cheminée du four CFI est isolée des autres conduits. Compte tenu de la proximité entre le conduit du four de fusion et celui du four de maintien et de la poche, l'exploitant devra étudier la possibilité de raccorder les effluents collectés au sein d'un seul émissaire. Le caractère éventuellement inopportun et/ou non pertinent d'un tel raccordement est justifié auprès des services de l'inspection des installations classées. La visite des installations a permis de constater, au sein de l'atelier de fonderie, la présence des installations concernées et leurs raccordements à des dispositifs d'aspiration et de canalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant mentionne que l'ensemble des cheminées ne présente pas de point anguleux. Les conduits sont verticaux. Compte tenu de la hauteur des bâtiments, ces éléments n'ont pas pu être vérifiés lors de la visite des installations. L'exploitant déclare également que certaines cheminées sont susceptibles d'être équipées de « chapeau chinois ». Ce dispositif entrave la bonne dispersion des effluents atmosphériques. L'exploitant mentionne que ce dispositif permet de limiter l'infiltration d'eau de pluie dans le conduit. Dans ce contexte, il convient d'étudier des solutions de substitution à ce dispositif afin de

permettre une bonne diffusion des rejets à l'atmosphère. L'exploitant tient l'Inspection informée des résultats de ses réflexions.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 18 au 19 juillet 2023 par la société BUREAU VERITAS (N°109570573.2.R du 26/09/2023).

Au sein de ce rapport sont mentionnés les écarts de chaque conduit aux dispositions de la norme NF EN 15259. Il s'avère que des écarts sont constatés au droit des 5 conduits. L'impact sur les résultats et sur les conformités réglementaires est jugé comme faible. Cela est donc sans incidence sur le jugement de la conformité ou non des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Constats :

Au cours de la visite des installations, l'exploitant déclare que seules les installations suivantes sont équipées de dispositifs d'épuration des fumées : Rejet n°2 issus du four de maintien et de la poche (Filtre à manches).

Il a été constaté la présence d'un stock de 300 manches pour le filtre à manche. Ce stock est suffisant pour l'équipement présent (250 manches).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2020, article 7.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les 5 rejets suivants : n°1 four de fusion n°2 four de maintien n°3 décapage soude n°4 décapage acide nitrique n°5 four CFI Mesure une fois par an
Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 18 au 19 juillet 2023 par la société BUREAU VERITAS (N°109570573.2.R du 26/09/2023). Le contrôle des rejets atmosphériques met en évidence les écarts suivants : - le débit mesuré en sortie de l'installation de décapage (19 200 Nm ³ /h) dépasse le débit nominal défini à l'article 2.2.3 de l'APc du 16/12/2020 (12 600 Nm ³ /h) ; - le débit mesuré en sortie du four de fusion (17 100 Nm ³ /h) dépasse le débit nominal défini à l'article 2.2.3 de l'APc du 16/12/2020 (15 000 Nm ³ /h) ; - le débit mesuré en sortie du four CFI (511 Nm ³ /h) dépasse le débit nominal défini à l'article 2.2.3 de l'APc du 16/12/2020 (280 Nm ³ /h) ; - la teneur mesurée en COV totaux (114 mg/Nm ³) en sortie du four CFI dépasse la Valeur Limite d'Emission définie à l'article 2.2.3 de l'APc du 16/12/2020 (30 mg/Nm ³) Concernant l'écart relatif à la teneur en COV totaux en sortie du four CFI, l'exploitant précise que : - le réglage du brûleur de gaz naturel n'est pas optimisé par des raisons techniques (vétusté de l'équipement); - les émissions de COV sont principalement constituées de méthane (CH ₄) dû à une mauvaise combustion ; - la Valeur Limite d'Emission définie en COV totaux pour cet émissaire n'est pas pertinente. Une VLE pour le paramètre COV Non Méthaniques serait plus pertinente car l'installation concernée, le four CFI, est un générateur de chaleur indirecte. Les gaz de combustion ne rentrent pas en contact avec la matière présente dans le four. Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant, il convient que l'exploitant argumente, sur la base des dispositions réglementaires définies à l'échelle nationale applicable à cette installation, la pertinence du paramètre à suivre (COV totaux ou COV Non Méthaniques) et la Valeur Limite d'Emission applicable. Pour cet argumentaire, l'exploitant pourra s'appuyer sur les Fiches techniques combustion version novembre 2019 élaborées par la DGPR. Des justifications sont attendues quant aux dépassements de valeurs de débit.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée :

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 18 au 19 juillet 2023 par la société BUREAU VERITAS (N°109570573.2.R du 26/09/2023).

Les mesures ont été réalisées conformément aux méthodes normalisées définies par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement pour les paramètres suivants :

- NF EN 13284-1 pour les poussières totales
- NF EN 126-19 pour les COV totaux
- NF EN 1911 pour le HCl
- NF CEN/TS 17340 pour le HF
- NF X 43-317 pour l'alcalinité et l'acidité
- NF EN 14385 pour le Cuivre
- NF EN 1948-1/2/3 pour les dioxines
- NF EN 14792 pour les NOx

Aucune méthode normalisée de référence pour les émissions de sources fixes n'est renseignée pour le contrôle des paramètres suivants : Zinc, Magnésium, Aluminium, Silicium et Cl₂. L'exploitant devra s'attacher à vérifier auprès de son prestataire que les mesures réalisées sur ces paramètres soient fiables, répétables et reproductibles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III Alinéa I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 18 au 19 juillet 2023 par la société BUREAU VERITAS (N°109570573.2.R du 26/09/2023). La société BUREAU VERITAS est agréée par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires via l'arrêté ministériel du 16 décembre 2022 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère: <ul style="list-style-type: none">- agrément 1a (Poussières)- agrément 2 (COV)- agrément 4a (HCl)- agrément 5a (HF)- agrément 6a (Métaux lourds dont le Cuivre)

<p>- agrément 7 (Dioxines)</p> <p>- agrément 11 (NOx)</p> <p>Les polluants suivants ne disposent pas d'agrément au titre de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 : Zinc, Magnésium, Aluminium, Silicium, Cl₂, OH⁻ et H⁺.</p> <p>La société BUREAU VERITAS est accréditée COFRAC pour les mesures d'acidité (H⁺) et d'alcalinité (OH⁻) telles que réalisées lors du contrôle (application de la norme NF X43-317).</p> <p>La société BUREAU VERITAS ne dispose pas d'accréditation COFRAC pour la mesure des paramètres suivants : Zinc, Magnésium, Aluminium, Silicium et Cl₂. Il s'agit d'une non-conformité.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 13 : Eaux pluviales - valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-2e alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales au milieu naturel, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous (points de rejets 1 et 2 selon article 3.3.5 de l'AP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO : 300 mg/l - 50 kg/j - MES : 35 mg/l - 15 kg/j - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l - 100 mg/j - Aluminium : 5 mg/l - 50 mg/j - Cuivre : 0,2 mg/l - 2 mg/j - Zinc : 1 mg/l - 10 mg/j - Chrome : 0,2 mg/l - 2 mg/j - Fer : 2 mg/l - 20 mg/j - Nonylphénols : 25 µg/l
<p>Constats :</p> <p>Après la visite d'inspection du 19/04/2023, l'exploitant a indiqué avoir finalisé les opérations de nettoyage des réseaux sur le site. Par courrier daté du 1er juin 2023, l'exploitant a notamment communiqué les justificatifs attestant l'intervention de la Société ORTEC pour les opérations de nettoyage.</p> <p>À la réouverture du réseau, l'exploitant s'est engagé, dans un courriel transmis le 28 avril 2023 à l'inspection, à mettre en place un suivi renforcé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'un prélèvement 24H par le laboratoire IRH dès l'ouverture de la vanne. Au cours de la visite d'inspection du 09/10/2023, l'exploitant a communiqué le rapport IRH (PDLP22060-23-211-R0) attestant du retour à la conformité des rejets en sortie du site; - mise en place d'une vérification visuelle formalisée au niveau du batardeau. Par courrier daté du 1er juin 2023, l'exploitant a notamment communiqué la fiche de vérification actuellement mise en place ; - mise en place d'une vérification visuelle formalisée au niveau du point de rejet dans La Mayenne. Par courrier daté du 1er juin 2023, l'exploitant a notamment communiqué la fiche de vérification actuellement mise en place. <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans l'attente de l'identification précise de la ou des sources de pollution, les eaux pompées au sein du puits de décompression PF14 font l'objet d'un traitement via une unité mobile de

dépollution constituée d'un décanteur lamellaire, d'un filtre à sable et d'un filtre à charbon actif. La mise en oeuvre de cette unité doit être maintenue tant que la ou les sources de pollution n'ont pas été clairement identifiées;

- les effluents stockés lors de l'incident ont fait l'objet d'un traitement via l'unité de dépollution susmentionnée avant rejet au milieu naturel;
- suite à un passage de caméra, il a été constaté que la canalisation de collecte des eaux pluviales située à proximité immédiate de la fosse et du puits de décompression PF14 était fissurée, et par conséquent plus étanche. L'exploitant a réalisé des travaux de chemisage de cette canalisation afin de garantir son étanchéité et éviter ainsi des écoulements de cette canalisation vers éventuellement le puits de décompression.

Les investigations pour identifier précisément les facteurs de cet incident sont toujours en cours. Par ailleurs, lors de la visite des installations, il a été constaté que la fosse de la PF14 présente d'importantes souillures en huile hydraulique suite à des pertes d'étanchéité de la presse. L'exploitant doit s'assurer que ces souillures d'huiles hydrauliques ne sont pas susceptibles de contaminer la nappe alluviale.

Observations :

Constat de la visite d'inspection du 19/04/2023 :

Vers 8H le 18 avril 2023, l'exploitant a indiqué avoir identifié une odeur suspecte d'huile sur le site, au niveau du dernier regard du réseau « 500 » avant raccordement au réseau eaux pluviales collectif communal, qui aboutit à La Mayenne. Il indique avoir immédiatement procédé à l'isolement du réseau par fermeture de la vanne dédiée. Il a fait procéder le jour même par un laboratoire indépendant (Inovalys) à un prélèvement d'effluent dans ce regard, après fermeture de la vanne.

Des prélèvements ont également été réalisés le jour même par Inovalys :

- au niveau du point de rejet du réseau communal dans La Mayenne ;
- au niveau du puits de « décompression ».

Ce puits, situé à proximité de la fosse enterrée d'une presse hydraulique située dans l'atelier « barres » (presse PF14), est équipé d'une pompe qui assure, en temps normal, un rabattement de la nappe en continu, avec rejet des effluents vers le déshuileur présent dans la fosse, puis vers le réseau « 500 », en passant par le débourbeur/déshuileur de ce réseau. Le lundi 17 avril, veille de l'incident, le débit de la pompe de rabattement de la nappe avait été multiplié par 10, selon indication de l'exploitant, pour permettre de rabattre le niveau d'eau dans le puits qui était monté depuis quelques semaines. Un prélèvement a été réalisé dans ce puits, suspecté d'être à l'origine de la pollution, selon les premières reconnaissances faites le jour de l'incident (cf. point de contrôle n°6).

Les résultats d'analyse transmis par l'exploitant à l'inspection le 24 avril (transmis par le laboratoire Inovalys à l'exploitant le 24 avril également) mettent en évidence :

* pour le prélèvement au niveau du regard obturé par la vanne :

- une concentration en hydrocarbures C10-C40 de 13 825 mg/l ;
- une concentration en DCO de 41 000 mg/l ;
- une concentration en MES de 4 800 mg/l.

Les effluents accumulés dans le regard après fermeture de la vanne sont particulièrement concentrés en hydrocarbures (plus de 1000 fois la valeur limite de rejet) et en matières organiques et matières en suspension (plus de 100 fois les valeurs limites en DCO et MES). La pollution s'est probablement accumulée au niveau du regard après fermeture de la vanne. Les concentrations mesurées ne sont donc pas directement comparables à celles des effluents effectivement rejetés dans le réseau communal. Ces résultats témoignent toutefois d'une pollution conséquente, que le déshuileur n'a pas pu traiter et permettent de conclure que les conditions de rejets fixées dans l'AP n'ont pas été respectées.

* pour le prélèvement au niveau du point de rejet du réseau communal dans La Mayenne :

- une concentration en hydrocarbures C10-C40 de 20 mg/l ;
- une concentration en DCO de 46 mg/l ;
- une concentration en MES de 19 mg/l.

La concentration en hydrocarbures témoigne d'une pollution.

* pour le prélèvement au niveau du puits « de décompression » : une concentration en hydrocarbures C10-C40 de 1 666 mg/l. L'exploitant a confirmé, postérieurement à la visite, qu'il identifie le puits de décompression comme étant à l'origine de la pollution.

Après les opérations de nettoyage du réseau concerné par l'incident, l'exploitant s'est engagé à maintenir la vanne d'isolement du réseau fermée, à pomper les eaux pluviales qui arriveront dans ce réseau, et à les stocker dans un bassin (ancien bassin de STEP) afin d'en contrôler la qualité, avant rejet éventuel au réseau communal.

→ En tout état de cause, la réouverture du réseau du site (vers le réseau communal puis La Mayenne), ne peut intervenir qu'après identification de la cause de la pollution, et confirmation que les effluents collectés dans ce réseau ne présentent plus aucune pollution et respectent avant rejet dans le réseau communal les valeurs limites de rejet fixées à l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2020. L'exploitant doit être en capacité de le justifier.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 181-46-II

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que des modifications des conditions d'exploitation sont envisagées, à savoir la mise en place de brûleurs régénératifs au sein du four de fusion. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les dispositions de l'article susmentionné en notifiant à Madame la Préfète les modifications envisagées avant leur réalisation. Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection que la stratégie de traitement d'une des tours aéroréfrigérantes a été modifiée. Il est rappelé que la modification de la stratégie de traitement entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement en application de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Enfin, en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant doit être en mesure de démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, *a minima* pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet